

Fiche G.6 – Dispositions relatives aux transports collectifs

1. Transports collectifs terrestres

1 – En situations 4B ou 5B, pour les régions touchées, et en situation 6, caractérisée par une forte transmission interhumaine, le Premier ministre, ou le ministre chargé de la conduite opérationnelle de l'action gouvernementale, peut décider d'aménager ou d'interrompre les services de transports collectifs terrestres, afin de limiter les risques de propagation de la pandémie tout en veillant au maintien de la continuité de la vie économique et sociale.

2 – Ces mesures sont mises en œuvre par les autorités suivantes, en fonction de leur appréciation de la situation :

- le ministre chargé des transports (directeur général de la mer et des transports) pour les services nationaux et internationaux (articles 5 et 6 du cahier des charges de la SNCF pour ce qui concerne le trafic ferroviaire) ;
- le préfet de zone en liaison avec le préfet de région, après concertation avec l'autorité organisatrice compétente¹, pour les services régionaux ;
- le préfet de zone en liaison avec le préfet de département, après concertation avec l'autorité organisatrice², pour les services départementaux et urbains (les transports scolaires peuvent être interrompus avant la décision de fermeture des écoles).

Pour Paris et la Région Ile-de-France, les mesures d'aménagement ou d'interruption des transports collectifs sont mises en œuvre par le préfet de police, préfet de la zone de défense de Paris.

3 – Les opérateurs de services de transports collectifs sont invités à mettre en place des « plans de continuité » destinés à définir un service répondant aux besoins de continuité de la vie sociale et économique en situation 4B, et un service minimum (à définir avec l'autorité organisatrice) permettant de répondre aux exigences de sécurité en situation 5B.

Les opérateurs élaborent ces plans en liaison avec les autorités organisatrices. Les opérateurs sous tutelle les font valider par les représentants de l'État désignés au paragraphe 2 ; les autres opérateurs les adressent à ces mêmes représentants pour observations éventuelles.

Lors de la préparation des plans de continuité, les opérateurs tiennent compte des dispositions de la fiche G1 notamment pour ce qui concerne la protection des personnels exposés.

4 – Dès la situation 4B, les opérateurs peuvent prendre des mesures de limitation d'accès aux services de transport, notamment le port de masques anti projection visés dans la fiche C4.

5 – Dès la situation 4B, les opérateurs mettent à disposition leurs systèmes d'information aux voyageurs, de manière à permettre une information précise sur la situation et sur les services disponibles.

6 – En cas d'interruption du trafic, les opérateurs prennent les dispositions d'entretien, de maintenance et de sécurité nécessaires pour préparer la reprise de leurs services le moment venu.

2. Transports aériens

A partir de la situation 4, le Premier ministre, ou le ministre chargé de la conduite opérationnelle de l'action gouvernementale, peut décider d'interrompre certains vols en fonction de la situation

¹ Désignée au niveau de chaque région ou département. Exemple : pour la région Ile-de-France : Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF).

² Idem

référéncée par l'Organisation mondiale de la santé dans le pays d'origine et dans le pays de destination de ces vols.

Ces décisions sont mises en œuvre par le ministre chargé des transports (directeur général de l'aviation civile) après concertation avec les pays de l'Union européenne.

Les opérateurs, transporteurs et aéroports, sont invités à préparer un plan de continuité de leurs services dans les situations 4, 5 et 6.

3. Transports maritimes

A partir de la situation 4, le Premier ministre, ou le ministre chargé de la conduite opérationnelle de l'action gouvernementale, peut décider de suspendre les liaisons maritimes en provenance ou à destination de l'étranger et/ou des collectivités territoriales d'outre-mer.

Ces décisions sont mises en œuvre par le ministre chargé des transports (directeur général en charge de la mer et des transports).

Les dispositions concernant les navires à quai, au mouillage en rade foraine ou demandant à accoster, sont mises en œuvre par les préfets de département en liaison, le cas échéant, avec les préfets maritimes.